

Le carré rouge

Édition spéciale de la rentrée
Hiver 2011

Une lutte à mener pour la gratuité

Éditorial

L'idée de gratuité scolaire ne vient pas seule, elle s'inscrit dans une vision de la société qui est opposée à celle de nos dirigeants actuels. En posant un problème hors contexte, il est normal de ne pas le comprendre complètement, de ne pas en saisir l'essence. La réponse est alors que le gouvernement n'a plus d'argent et qu'il n'est pas normal que les étudiant-e-s soient aussi gâté-e-s. Lorsqu'il est question de gratuité, peu importe le service public, il est surtout question d'un changement de mentalité ou d'idéologie.

À travers le temps, les étudiant-e-s ont parfois réussi à faire changer les idées d'une société, de l'opinion publique. D'autres fois, ils et elles ont échoué. Il n'y a pas si longtemps, la gratuité scolaire semblait gagnée au Québec. Avant la création des cégeps et des universités du Québec (UQ), seule une classe très aisée de la population avait accès aux études supérieures. Avec comme seule option McGill ou l'Université de Montréal qui avaient alors des droits de scolarité élevés, les plus pauvres n'avaient aucune possibilité d'accéder aux études supérieures. De nombreuses manifestations et actions ont réussi à amener l'idée d'université de masse à bas prix, voire gratuite. Dans les années 70, après la création des UQ et des Cégeps, tous les partis politiques, incluant le parti Libéral, avaient alors dans leurs programmes électoraux la gratuité scolaire.

À cette période, de nombreuses avancées sociales ont vu le jour. Et ce n'est pas parce que le gouvernement avait plus d'argent dans ses coffres. Il s'agit alors de comprendre comment il se fait qu'à cette époque, les manifestations, les grèves et autres actions revendicatrices touchaient plus les citoyens et de ce fait plus les gouvernements.

En pleine guerre froide, le capitalisme devait faire ses preuves; il fallait démontrer à tous les citoyen-ne-s que ce système était mieux que le communisme. Dire seulement que, de l'autre côté du mur de Berlin, des gens se faisaient emprisonner ne suffisait pas. Car de l'autre côté du mur, tous et toutes avaient accès à l'école gratuite, à la

santé gratuite et à un emploi. Il est vrai de dire que l'union sociétiquie était loin d'être le système idéal, mais, de par sa puissance, il faisait une pression monstre sur nos gouvernements et amenait tout de même l'idée qu'un autre monde était possible pour les citoyen-ne-s.

Depuis maintenant près de 20 ans, c'est toute l'éducation qui dépérit à petit feu, et pas seulement en ce qui à trait aux droits de scolarité. L'essence même de l'éducation post secondaire est touchée. L'université, qui se doit d'être un lieu de transmission des connaissances, ne sera bientôt plus qu'une usine à travailleurs et travailleuses.

Il faut se rendre compte qu'augmenter les frais de scolarité ne va pas seulement priver des dizaines de milliers de personnes de l'accessibilité à l'université, mais entraîner des conséquences à long terme sur toute la société. C'est une fois de plus l'ouverture de la vision d'utilisateur-payeur sur tous les aspects de notre vie, c'est tenter de commercialiser toutes les facettes de notre existence, de transformer les citoyen-ne-s en client-e-s.

La grève n'est pas simplement le moyen le plus efficace de faire plier le gouvernement, ni non plus notre droit le plus fondamental. C'est notre premier devoir de citoyen-ne-s, lorsque notre gouvernement ne nous écoute plus. Il est le seul pouvoir qu'il nous reste pour lui faire entendre raison, pour lui faire comprendre que nous n'accepterons pas de voir notre famille, nos ami-e-s ou même simplement d'autres citoyen-ne-s québécois-e-s se voir refuser l'accès à l'école sous prétexte qu'ils et elles n'ont pas assez d'argent.

LE GOUVERNEMENT NE
VEUT RIEN ENTENDRE!
TOUS ET TOUTES AU
BUREAU DE CHAREST!!!



MANIFESTATION-ACTION

Contre la hausse des frais de scolarité et le budget régressif du gouvernement libéral

**ON AUGMENTE LA
PRESSION LE
JEUDI 10
FÉVRIER**

13h00
Au Square
Berri

**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

SUR LES PERSPECTIVES DE LUTTE !

MERCREDI LE 2 FÉVRIER À 15 HEURES 30

Table des matières

Éditorial - La gratuité	1
Retour sur une session mouvementé	3
Vers la grève générale illimité	4
Éditorial- La police, à notre service?	5
Discour médiatique et néolibéralisme.	6
L'accessibilité un choix politique	8
Retour sur la manifestation du 6 décembre	10
L'économie du savoir	11

Retour sur une session mouvementée

La dernière session a été des plus mouvementées au cégep du Vieux-Montréal. Tout au long de l'automne les étudiant-e-s n'ont pas hésité à se regrouper pour défendre les causes qui leur tiennent à cœur. La suppression du poste d'infirmière et la hausse annoncée des frais de scolarités ont été nos principales préoccupations cette session et les actions organisées par l'association étudiante ont été nombreuses.

Pour le retour de L'infirmière

L'AGECVM a débuté sa session d'automne en force le 16 septembre avec une manifestation qui regroupa plus de 400 personnes. Cette action avait pour but de dénoncer la coupure du poste d'infirmière au cégep. En effet, le centre santé et services sociaux Jeanne-Mance a dû, suite à des coupures budgétaires, supprimer le poste de l'infirmière qui était disponible à temps plein au cégep. Suite à cette manifestation à laquelle ont participé plusieurs partenaires (enseignant-e-s, syndicats des employé-e-s du CSSS, regroupement des infirmières de Cégep du Québec et plusieurs autres), d'autres actions ont été organisées. La remise d'une pétition et la perturbation d'un Conseil d'administration du CSSS en font partie. Nous avons aussi tenté de convaincre l'administration du Cégep de se positionner contre les coupures, mais sans succès. La lutte pour le retour de notre infirmières est à finir et nous ne lâcherons pas de sitôt !

Hausse des frais de scolarité

Mais ce qui a le plus préoccupé l'AGECVM cette session, c'est l'annonce d'une future hausse des droits de scolarité à l'université. L'AGECVM est entrée dans une escalade de moyens de pression par rapport à ce dossier et, de manière plus large, par rapport au budget Bachand. Plusieurs manifestations ont eu lieu et la participation a été massive, bien qu'aucune réponse du gouvernement n'ait été obtenue. C'est pourquoi le 2 novembre, plus de 900 étudiant-e-s se sont réunis en assemblée générale pour voter 3 jours de grève, soit le 23-24 et le 6 décembre. L'assemblée générale avait alors voté de tenir 3 bed-in afin de permettre à chacun-e d'être présent-e-s aux lignes de piquetage le matin. Effrayé par l'idée de voir les étudiant-e-s se mobiliser en grand nombre, l'administration du cégep a alors décidé de fermer le cégep sans

prévenir, annulant les cours alors prévus à ces dates. Mais, malgré ce lock-out déclaré par l'administration, les étudiant-e-s du Cégep ne se sont pas découragé-e-s et ont tenu leurs activités à l'extérieur du Cégep en montant un campement.

Plusieurs activités et conférences ont eu lieu et ont réunis plus de 200 personnes. Les personnes présentes présent-e-s se rappelleront toujours de ce grand moment de solidarité où, malgré le froid, nous avons été des dizaines à dormir dehors pour prouver à quel point la cause de la hausse des frais nous tenait à cœur.

Le 6 décembre, cinq autobus ont pris la route vers Québec vers une manifestation où se réunissaient des étudiant-e-s de partout à travers le Québec. La manifestation avait pour but de tenter de bloquer le Sommet des partenaires et de dénoncer la hausse des frais de scolarité universitaires. (voir texte à ce sujet.)

C'est donc un bilan positif que dresse l'AGECVM de cette session mouvementée. Mais rien n'est encore terminé. Rendez-vous au comité de mobilisation les jeudis à 18h pour s'assurer que la session d'hiver sera aussi mouvementée !



Vers la Grève Générale Illimitée

Suivant le pas des syndicats de travailleurs et travailleuses, le mouvement étudiant est entré dans une stratégie de concertation. Depuis les années 90, les associations ont été dominées par les fédérations étudiantes dont le slogan de création fut «plus jamais la grève» préférant éviter la lutte trop difficile quitte à laisser passer les pires projets de lois et éviter tout gain concret. Malgré la prédominance de cette tendance corporatiste, il est toujours possible d'envisager une perspective combative au terme de laquelle la grève générale illimitée s'organise.



Une grève c'est le refus d'exécuter le travail imposé par la partie patronale pour une certaine période de temps. Le patron des étudiant-e-s, c'est le gouvernement. Celui-ci veut une population bien formée pour qu'elle puisse générer du travail intellectuel efficace. En échange, il doit nous donner une éducation de qualité et un environnement propice au plein exercice de nos capacités. Cependant, la réalité est tout autre: une bonne partie de la population universitaire et collégiale subit actuellement, entre emploi et école, une pression économique limitant la qualité de leurs études. De plus, cette pression est la principale cause de renoncement aux études supérieures. Refuser collectivement d'aller à nos cours, c'est refuser les conditions qui y sont associées.

Il est illusoire de penser que nous pourrions seuls empêcher la hausse de frais prévue pour 2012 par le gouvernement libéral. S'il est nécessaire de partir un mouvement de grève, c'est par le nombre que celui-ci peut se concrétiser. Lors d'une campagne de grève générale, les associations mobilisées établissent un plancher d'associations participantes en dessous duquel la grève n'est pas déclenchée. Ainsi, on s'assure de ne pas partir vainement dans une lutte sur laquelle on n'a aucune emprise.

Ça fait maintenant 3 sessions que les étudiant-e-s du cégep du vieux Montréal font des grèves dont le retour en classe est déjà prévu. Cette stratégie est inutile si elle ne s'inscrit pas dans une escalade des moyens de pression. En effet, l'efficacité d'une grève est son potentiel à nuire à l'ordre normal des choses. Le mouvement étudiant a plusieurs fois fait l'usage d'une grève dite illimitée que les étudiant-e-s choisissaient, par le biais d'assemblées spéciales, de reporter tant et aussi longtemps que les revendications n'étaient pas satisfaites. Une grève illimitée a certes des impacts sur le déroulement de notre session, mais c'est bien là le but, car le gouvernement a tout intérêt à ce que ça se passe bien pour mettre en place leurs politiques.

Illimité ne veut pas dire que la grève ne se terminera jamais. Illimitée, c'est imposer un dilemme au gouvernement: il est économiquement insoutenable d'annuler une session alors il se retrouve dans l'obligation de céder aux revendications arrivées au moment critique. L'idéal, c'est que le gouvernement cède le plus rapidement possible, mais dans tous les cas, si nous voulons une grève efficace, il nous faut utiliser le temps libéré par la grève pour multiplier les manifestations et diversifier les actions perturbatrices. Tant que nous ne dérangerons pas, nous passerons inaperçu-e-s!

Histoire des grèves étudiantes au Québec

1968: Gel des frais de scolarité (qui durera jusqu'en 90), fondation de l'Université du Québec (premières universités publiques québécoises), réforme du régime d'aide financière.

1974: Abolition des TAEU (tests de sélection pour l'université), améliorations considérables au régime des prêts et bourses.

1978: Encore une fois, le régime des prêts et bourses est amélioré considérablement.

1986: Le gouvernement libéral menace de dégeler les frais de scolarité. La grève étudiante l'oblige à reculer. Le réseau des Universités du Québec renonce à percevoir des frais afférents pour les deux prochaines années.

1996: Le gouvernement péquiste menace de dégeler les frais de scolarité. La grève l'en empêche.

2005: Le gouvernement modifie certains aspects du régime des prêts et bourses au détriment des étudiantes et étudiants. La grève permet que les 103 millions de bourses converties en prêts reviennent sous forme de bourses à partir de 2006.

Éditorial



La police, à notre service?

C'est ce qu'ils disent, c'est peut-être ce qu'ils pensent, mais ce n'est pas l'impression qu'ils procurent à nous, étudiants et étudiantes luttant pour un de nos droits les plus fondamentaux: l'éducation accessible.

Dans une démocratie, il nous faut être aptes à se faire entendre, à exercer notre poids sociopolitique. La fameuse constitution canadienne est là pour nous garantir ce droit et l'intégrité physique qui y est rattachée. Pourtant, la matraque et le bouclier sont les seules réponses que nous obtenons lorsque nous tentons d'exercer ce droit... si ce n'est le silence de fer de ceux qui, armés jusqu'aux dents, en rangs bien serrés, écoutent nos slogans en serrant la mâchoire. Ils savent fort bien que ce faisant, ils protègent les intérêts privés d'une poignée de personnages politiques et industriels, assis peinards autour d'une table à décider de la qualité de vie future de la majorité de la population, des « classes sociales » moyenne et pauvre.

- Et si, à défaut de se faire entendre, nous traversons les lignes policières pour aller s'exprimer face à face avec nos dirigeants?

C'est là l'option la plus réaliste pour pouvoir imposer à nos dirigeants notre point de vue, qu'ils et elles préfèrent ne pas entendre. Ne plus attendre, c'est peu à peu entrer dans la logique insurrectionnelle. Il faut cesser d'espérer que nos dirigeants nous écoutent enfin, qu'ils et elles décident de ne plus se cacher derrière leurs mensonges et leurs hommes de mains sans conscience sociale, car gouverner un pays n'a jamais été autre chose que de repousser par mille et un subterfuges le moment où la foule les prendra. Tout acte d'autorité n'est qu'une façon de ne pas perdre le contrôle de la population, de l'ordre établi si défectueux et indéniablement auto-suicidaire. Nous nous situons d'ores et déjà au sein d'un mouvement d'effondrement de la civilisation. La catastrophe n'est pas ce qui vient, mais ce qui est déjà là, et la police, participant au meurtre de la démocratie et de la justice sociale durant les manifestations pour lesquelles nous prenons parti ne semble pas s'en apercevoir. Au contraire, elle semble s'y plaire et offrir, par la répression brutale de tout soulèvement social, l'avantage aux menteurs cravatés boycottant la voie de la majorité pour arriver à leurs fins, et décidant d'ignorer les conséquences de leurs mesures sur l'individu moyen.

Les étudiants et étudiantes sont indispensables à l'information et à la mobilisation du reste de la population. Notre volonté de changement et de justice sociale se fait violemment réprimer, et nous devons en réponse tous mettre l'épaule à la roue dans cette lutte. C'est à nous de trouver diverses alternatives d'actions. C'est à nous de répondre à cette répression en s'organisant d'avantage, en créant un mouvement étudiant uni et fort. C'est à nous de jouer.

Discours médiatique et néolibéralisme

Le néolibéralisme domine présentement la presque totalité du globe. D'énormes puissances économique et militaires endossent sa doctrine, qui prend de plus en plus de force au Québec. Le discours actuel des dirigeants (ici comme ailleurs) est que la hausse des tarifs et la privatisation sont inévitables et urgentes, car les finances des États sont mal en point.

Selon la classe dirigeante, un État non-interventionniste est le meilleur qui soit. Pourtant, les états ont fait cadeau de milliards de dollars aux entreprises lors de la crise économique de 2008 pour leur éviter la faillite. Leur thèse se traduit par une baisse de la charge gouvernementale dans les services publics et des baisses d'impôts. Ils disent compter sur les grandes entreprises pour relancer l'économie. Leur discours porte à croire que cette solution est la seule possible, alors qu'ils choisissent délibérément de ne présenter qu'une portion de la réalité: celle qui avantage leurs idées et leurs intérêts financiers. Leur vision du monde, dans leurs propres termes, c'est la productivité, l'efficacité, le libre-marché, la croissance économique, la compétitivité, etc. Dans les nôtres, on parle de production de masse, par des gens au plus bas salaire possible, afin de vendre d'énormes quantités de biens aux autres gens à l'aide du marketing, dans le but de toujours faire croître les profits des entreprises, et ainsi faire rouler l'économie.

Le langage et le discours utilisé, dans une société ultra-médiatisée, sont parmi les armes les plus dangereuses et efficaces qui sont mises à la disposition des dirigeants. Une véritable science a été développée autour du marketing politique. Par exemple, un gouvernement peut révéler aux médias une nouvelle choquante ou controversée le même jour qu'un important événement culturel, dans l'espoir de « l'enterrer », afin qu'elle passe inaperçue. Également, les dirigeants ont une stratégie et des outils très efficaces : pour nous convaincre du bien-fondé de leurs intentions, ils font appel à des publicitaires pour transformer leurs politiques d'austérité en slogans séduisants. Du côté des médias, qui travaillent presque toujours en collaboration avec le pouvoir, un travail constant est fait par les éditorialistes, les chroniqueurs et autres commentateurs, pour défendre les mesures prises par les gouvernements actuels et du passé récent. Ces défenseurs du néo-libéralisme citeront toujours les mêmes sources, telles le HEC ou le Conseil du patronat, alors que d'autres institutions tout aussi fiables (l'IRIS, les grandes centrales syndicales) sont ignorées, et même dénigrées. Il peut sembler au citoyen moy-

en que le discours ambiant d'aujourd'hui, quand il est question de politique ou d'économie, est très peu varié. C'est qu'au Québec, ainsi qu'ailleurs dans le monde, les empires médiatiques sont si puissants qu'ils arrivent à faire taire tout média alternatif ou indépendant.

Les mesures régressives du gouvernement québécois proviennent de leur idéologie et non de leur « lucidité », qui est autoproclamée. Il existe en fait plusieurs scénarios possibles pour sortir de la crise et plusieurs alternatives de financement aux services publics, et une partie en est discutée dans ce journal, voir l'article sur les recherches de l'IRIS. Avant de se forger un opinion, il est important de s'informer, de comprendre les enjeux et de savoir qui bénéficiera des nouvelles mesures prises par le gouvernement.

« Seize citoyens engagés dans la société québécoise, soucieux de l'avenir du haut savoir au Québec et impliqués dans les milieux politique, économique, universitaire et étudiant, ont uni leurs voix pour présenter aujourd'hui un pacte pour le financement concurrentiel de nos universités. Ce pacte appelle à une mobilisation collective afin de rehausser le financement de nos universités tout en demeurant fidèle aux grandes valeurs québécoises que sont l'accessibilité, l'équité, l'excellence et l'efficacité. Ainsi, le pacte propose le dé plafonnement des droits de scolarité, accompagné d'un renforcement des programmes de soutien à l'accessibilité et d'un engagement ferme du gouvernement de maintenir le niveau actuel de financement public.»

Cet extrait est en fait l'introduction d'un communiqué de presse datant du 23 février 2010, jour du lancement du dit pacte. Il reflète bien l'idéologie présente dans les sphères politiques néolibérales et économiques. Le pacte a été signé par seize personnalités québécoises, des ex-ministres libéraux et péquistes, la PDG de la fédération des chambres de commerce du Québec, le président du Conseil du patronat, des anciens dirigeants d'associations étudiantes dont la FAÉ-CUM, la FECQ et la FEUQ ainsi que des professeurs et ex-recteurs d'universités. Il est un excellent exemple du type de discours employé par la classe dominante.

(suite page7)

(Suite: « Discours médiatique et néolibéralisme »)

On nous présente les signataires de ce pacte comme des citoyens et citoyennes ordinaires, d'horizons différents, unissant leurs efforts dans le but d'un consensus pour une éducation de meilleure qualité. Ils décrivent le pacte comme étant fait pour les gens et par les gens, sous l'égide de ces quatre grandes valeurs – citées dans l'extrait plus haut – dont la matérialisation, semble-t-il, est la possibilité de concurrencer les autres pays sur le marché international du savoir. On y insère même l'expression « mobilisation collective » pour donner une consonance démocratique et populaire au paragraphe. Mais regardons de plus près la troisième phrase, qui résume l'application de ce pacte en trois points : le dégel, ou autrement dit l'augmentation des frais de scolarité, un réinvestissement d'une partie de l'argent récolté de cette façon dans les programmes d'aide financières aux étudiants, mais aucune augmentation de la contribution gouvernementale dans l'éducation. Vouloir des universités compétitives, c'est vouloir attirer le plus de capital intellectuel possible ici, car l'innovation est également une source de revenus pour le secteur privé. Il nous faut donc des établissements à la fine pointe de la technologie, les meilleurs professeurs, les meilleurs étudiants-es, dont nous ferons les meilleurs diplômés. Les signataires de ce pacte reconnaissent ainsi le besoin criant de financement dans les universités, mais seulement dans la mesure où ces sont les étudiants qui en feront

les frais, et où il y a de l'argent à faire avec les diplômés pour les entreprises québécoises. Pire, ils relèguent la tâche d'aider les étudiant et étudiantes plus démunis-es au reste de ceux-ci, alors que des milliards de profit sont engrangés par les entreprises.

Or, depuis le début des années 2000, les gouvernements libéraux et péquistes ont généreusement baissés les impôts des particuliers, et ces baisses ont été plus importantes pour les salaires plus élevés que celles pour les revenus plus modestes, selon Statistiques Canada. C'est donc dire qu'on a refusé l'argent des riches depuis des années, et qu'on fait maintenant payer les étudiants, dont le revenu moyen à l'université n'est manifestement pas suffisant pour subvenir à leur propre vie en même temps qu'au re-financement des universités. Le seuil de faible revenu défini par Statistiques Canada pour une personne seule, lui, est un peu plus élevé que 20 000\$. C'est donc une tranche démunie de la population qui doit pallier à un sous-financement des universités causé par des baisses d'impôts qui ont surtout profité aux riches et aux entreprises, qui profiterons encore de l'éventuel re-financement sur le marché du savoir.

Ces mesures, essentiellement régressives, sont formulées par des gens extrêmement compétents

qui les rendent attrayantes à la majorité qu'elles désavantagent. Le seul moyen de s'en sortir, comme l'a dit Noam Chomsky dans *La doctrine des bonnes intentions*, c'est de lire tout ce qu'on lit en ce qui a trait à la politique comme on lirait de la propagande étrangère, c'est-à-dire avec le plus grand scepticisme et l'esprit critique en alerte. Car derrière les belles formulations et le vocabulaire coloré se dessine véritablement des mesures qui profitent à une infime partie de la population, au détriment de la majorité.



L'accessibilité, un choix politique

Annoncée lors du dépôt du budget 2010-2011, l'augmentation des frais de scolarité universitaire est à nos portes. Présentée comme une mesure nécessaire à la qualité et même à la survie de notre réseau universitaire, cette hausse est unanimement mise de l'avant par notre gouvernement, les médias et les analystes économiques. Le gouvernement ne pourrait supposément plus supporter le fardeau économique... il doit couper, du moins c'est ce qu'il veut nous faire croire. Quand est-il dans la réalité? Les frais de scolarité sont-ils réellement indispensables, les finances québécoises réellement à bout de souffle et le recours à la tarification des services sociaux une mesure ne s'attaquant pas à l'accessibilité? À travers l'analyse d'une série d'enquêtes effectuées par l'Institut de recherche et d'information socio-économique, voici quelques questions et réponses qui pourraient bien remettre en doute les dires de ceux qui veulent nous faire croire aux frais de scolarité.

Q : L'augmentation des frais de scolarité et dans l'ensemble la tarification de l'éducation nuit-elle à l'accessibilité?

R : Une enquête menée par Statistique Canada, révèle que 70 % des jeunes canadien-ne-s identifient « des raisons financières » comme principal obstacle à la poursuite d'études post secondaires . Le Journal « Higher Education », nous apprend aussi que pour chaque augmentation de 1 000 \$ des frais de scolarité, la proportion d'étudiant-e-s moins nanti-e-s susceptible de persister et de terminer leurs études baisse de 19%. En Grande-Bretagne et en Ontario par exemple, les hausses de frais de scolarité ont entraîné une augmentation significative de l'endettement étudiant. Ce facteur dissuasif a entraîné à son tour une chute des demandes d'admission et une ré-orientation des étudiants vers les domaines plus techniques, en plus de nuire à l'accessibilité des moins nanti-e-s. Il faut aussi noter que l'augmentation du fardeau financier des étudiant-e-s conduit ceux-ci et celles-ci à travailler davantage, réduisant le temps disponible pour les études, allongeant les délais d'obtention des diplômes et décourageant la poursuite d'études supérieures.

Q : Si la hausse des frais diminue l'accessibilité à l'éducation, règle-elle au moins le problème du sous-financement universitaire?

Ce qu'il faut tout d'abord comprendre c'est que le financement des universités ne comptait, avant le dégel de 2007, qu'à 12% sur l'apport financier des étudiant-e-s. Une hausse, même majeure, ne pourrait pas régler le sous-financement que connaît le réseau de l'éducation universitaire qui s'élève à environ 400 millions de dollars par année. Ce déficit structurel provient en réalité d'un désengagement de l'État dans son financement suite à l'inflation des coups de gestion de l'université. Ce n'est donc que l'État qui peut sortir les finances universitaires du pétrin dans lequel il les a lui-même jetées.

Q : Le gouvernement peut-il réellement assurer le coût du financement de l'éducation post secondaire avec les finances actuelles?

À première vue, la réponse est non; ce financement se ferait probablement au détriment de d'autres services sociaux. On peut par contre se demander si le gouvernement ne pourrait pas envisager d'augmenter ses revenus. Il suffirait pourtant de s'attaquer à la fiscalité du Québec pour aller chercher des milliards. Par exemple, on pourrait réintégrer la taxe sur le capital, abolie en 2009, ce qui entraînerait des revenus de 1,9 G de dollars. L'IRIS nous propose aussi d'augmenter de 3% l'impôt sur les profits des entreprises Québécoises, qui n'est en ce moment qu'à 11,9%, le plus bas taux en Amérique, dégageant ainsi 1 milliard de dollars. On pourrait aussi faire en sorte que les gains sur le capital soient imposés à 100% plutôt qu'à 50% comme c'est actuellement le cas. Rappelons que ce sont les personnes les plus riches, selon les statistiques du gouvernement, qui profitent de cette déduction d'impôt. C'est également important de prendre conscience que depuis les vingt dernières années, le gouvernement a adopté des mesures qui ont fait baisser systématiquement les revenus de l'État et que c'est la contribution des plus nantis et

Proposition de taux
d'imposition pour les paliers de
revenus de l'IRIS

0 \$	– 24 999 \$	15 %
25 000 \$	– 34 999 \$	16 %
35 000 \$	– 39 999 \$	18 %
40 000 \$	– 49 999 \$	20 %
50 000 \$	– 59 999 \$	24 %
60 000 \$	– 69 999 \$	26 %
70 000 \$	– 99 999 \$	28 %
100 000 \$	– 149 999 \$	30 %
150 000 \$	– 199 999 \$	32 %
200 000 \$ et plus		34 %

(Suite: L'accessibilité un choix politique)

des entreprises qui a été réduite donc, c'est la classe moyenne qui se doit de redoubler ces ardeurs. Il est aussi suggéré de revenir à un plus grand nombre de paliers d'imposition pour les particuliers. L'Iris nous propose dans le tableau suivant une modalité d'imposition à dix paliers qui permettrait d'aller chercher 1,2 milliards de dollars tout en abaissant pour 87% de la population son niveau d'imposition. Cette solution représenterait par contre pour le 13% de la population, une augmentation moyenne de 2,3%.

Q : Pourquoi tarifier les services sociaux puisqu'une imposition plus progressive permettrait un bon financement du réseau?

Nous l'avons vu, le recours à une fiscalité plus progressive permettrait facilement d'accumuler environ 4G\$, la gratuité scolaire c'est 600M\$, le règlement du sous-financement de l'éducation post secondaire (université et cégep) 600 autres millions. La gratuité scolaire rappelons-le ne représenterait que 1% du budget actuel du Québec. Pourquoi donc le gouvernement s'entête-t-il à faire payer les étudiant-e-s et à diminuer le financement de l'éducation et des services sociaux dans leur ensemble? Selon l'Iris « l'objectif n'est pas tant de trouver de nouvelles manières de financer les services publics en supplément des modes de financement actuels, que d'utiliser la tarification et son principe de légitimation, l'utilisateur-payeur, pour transformer radicalement le régime fiscal québécois. Ce qu'on vise n'est pas le refinancement des services publics, mais une révolution dans leur principe : d'une responsabilité collective (impôt), on souhaite passer à un ensemble de charges individuelles (tarifs). » Plus particulièrement dans



“L'augmentation des frais de scolarité, c'est une question de justice sociale.”

-Raymond Bachand, ministre des finances

le secteur de l'éducation, le désengagement de l'État dans le financement des universités vise un objectif profondément marchand: la compétition des universités pour obtenir du financement des entreprises et ainsi transformer nos salles de classes en usine à savoir.

Si vous désirez en apprendre plus sur la gratuité scolaire et le financement des services publics, n'hésitez pas à aller voir les recherches publiées par l'IRIS, disponibles sur notre site internet.

Retour sur la manifestation du 6 décembre

La manifestation du 6 décembre dans les rues de Québec, nous a permis d'affirmer la volonté claire du mouvement étudiant de faire obstacle aux futures augmentations des droits de scolarité !

En ce jour de manifestation nationale, des associations étudiantes de douze cégeps et de quatre universités étaient en grève. Au cours de la matinée, des autobus, provenant de tous les coins du Québec, ont convergé vers la capitale, y déversant quelques milliers de manifestant-e-s opposé-e-s aux démarches gouvernementales vers une hausse des droits universitaires. Du Vieux-Montréal, nous fûmes environ 300 à nous y rendre, malgré la tempête qui s'annonçait. Vers sept heures du matin, un groupe d'étudiant-e-s se sont présenté-e-s à l'hôtel Hilton où allait se dérouler la rencontre afin de tenter d'y bloquer l'accès. Après quelques minutes seulement de piquetage devant une entrée de l'hôtel, une légère altercation avec un groupe de policiers a déplacé les manifestant-e-s. Au même moment, à l'extérieur, une rangée de policiers en habit anti-émeute bloquait solidement toute possibilité d'entrer. Suite à ces événements, ces étudiant-e-s rejoignirent un groupe de quelques centaines de personnes pour une petite manifestation qui se termina devant le Parlement. Le groupe a ensuite attendu l'arrivée de tous les autobus devant le Parlement, patientant avec de la musique et des slogans. Vers treize heures, alors que tout le monde était là, quelques discours se firent entendre et une manifestation monstre d'environ 5 milliers de personnes, majoritairement des étudiant-e-s, défila dans les rues de la capitale. Une ambiance festive régnait parmi les manifestant-e-s qui se réchauffaient par des chants, des cris et la solidarité sous le regard des passant-e-s curieux.

Alors que des milliers d'étudiant-e-s s'opposaient, dans la rue, à la hausse des frais de scolarité ainsi qu'à cette rencontre dont le but était d'en choisir les modalités, les exécutants de la FECQ et de la FEUQ y "représentaient" le mouvement étudiant. Bien qu'ils savaient que la rencontre n'allait pas remettre en cause l'augmentation des frais, ils ont décidé d'y participer en claquant la porte au moment opportun. Leur simple présence démontre bien leur stratégie de collaboration : faire des compromis entre la volonté des étudiant-e-s et du gouvernement. Cependant, leur présence a légitimé la rencontre et leur sortie n'a que laissé entreprises, recteurs et gouvernement discuter ensemble de la hausse.



Bien que la rupture entre les revendications étudiantes et le discours du gouvernement se soit ainsi démontrée, leur stratégie n'a aucunement alimenté le rapport de force qui nous sera nécessaire à l'obstruction de la hausse. À l'extérieur, une réelle tentative de perturbation de la rencontre avait lieu. En effet, lorsque la manifestation revint à l'hôtel Hilton, plusieurs manifestant-e-s profitèrent d'une porte ouverte pour tenter d'atteindre la rencontre et la perturber. Ils et elles parvinrent à l'étage et franchirent plusieurs portes mais un groupe de policiers, qui les attendait, les obligea à reculer et retourner dans la rue.

Sur le chemin du retour, dans les autobus chargés d'étudiant-e-s épuisé-e-s, l'heure était aux bilans et aux réflexions. Cette manifestation n'a pas réussi à annuler la rencontre des partenaires de l'éducation mais tout de même, elle a démontré la solidarité étudiante et le mécontentement de ceux-ci face à une augmentation des frais de scolarité universitaires. Par contre, plusieurs sont revenus avec le sentiment amer de ne pas pouvoir être écouté-e-s. Nous étions des milliers à braver le froid et la neige courageusement, criant notre désaccord face à un gouvernement qui n'a rien voulu entendre. « À quoi bon ? », se sont demandé certain-e-s. Le mépris affiché par nos décideurs et décideuses est certainement très insultant, mais il nous force à constater qu'il faudra aller plus loin dans les prochaines sessions, que l'escalade des moyens de pression doit continuer, que notre mobilisation doit être de plus en plus forte. C'est vers la grève que nous nous dirigeons si le gouvernement refuse de revenir sur sa décision. Si nous continuons à être des milliers uni-e-s et prêt-e-s à défendre notre droit à l'accessibilité, il finira bien par être obligé de nous écouter.

L'économie du savoir, un enjeu international

En 1996, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), dont la mission est de promouvoir à travers le monde les politiques qui amélioreront le bien-être économique, publiait une enquête intitulée *L'économie fondée sur le savoir*, un document où l'on annonçait que le savoir prendrait une place de plus en plus importante dans la production de richesse.

En effet, depuis les années 70, on assistait à une crise de la production organisée selon le modèle fordiste. Il y eut un vaste mouvement de délocalisation de la production physique à l'étranger, alors que l'Occident se tournait vers le secteur tertiaire et vers l'économie de conception et de « création » à « haute valeur ajoutée ». Celle-ci repose sur l'appropriation et le contrôle d'informations et de technologies brevetées. La nouvelle stratégie d'accumulation capitaliste passerait donc de plus en plus par la valorisation des connaissances et du savoir, à l'instar de tout autre bien marchand. « L'économie mondiale est en train de changer. La mondialisation signifie que l'emploi se déplace d'un pays à l'autre, alors que les ordinateurs et l'état avancé des communications modifient nos façons de travailler, ainsi que la nature des travaux que nous effectuons. Aujourd'hui, la valeur du travail qualifié, complexe et créatif, croît rapidement. En conséquence, le succès économique des pays et des individus repose de plus en plus sur le capital humain (Keeley, B., *Le capital humain. Comment le savoir détermine notre vie*, Résumé. OCDE, 2007). » C'est pourquoi nos universités abandonnent progressivement leur mission originelle de transmission du savoir pour se concentrer vers la production intellectuelle et la formation de mains-d'œuvre en fonction des besoins du marché. En termes concrets, cette transformation se traduit entre autre par une plus grande participation des entreprises privées à la gestion des institutions scolaires et des hausses des frais de scolarité.

Les luttes ici et ailleurs

Au Québec, la population étudiante n'a pas tardé à se mobiliser pour empêcher la transformation des institutions scolaires en « usines à cerveaux ». Que ce soit contre le projet de loi sur la gouvernance ou les hausses des frais de scolarité, le mouvement étudiant québécois tente depuis plusieurs années de défendre le caractère accessible et indépendant de l'éducation post secondaire.

Mais nous sommes loin d'être les seuls à mener cette lutte. Partout dans le monde, les étudiant-e-s se mobilisent avec force pour préserver leurs acquis. L'exemple le plus récent, est, sans conteste, le cas de l'Angleterre où le gouvernement a annoncé la mise en place d'une importante réforme qui doublerait les frais de scolarité d'ici 2012. C'est alors par dizaines de milliers que les étudiant-e-s anglais ont pris d'assaut les principales villes universitaires du pays. Ils et elles étaient plus de 50 000, rassemblé-e-s dans les rues de Londres, le 10 novembre dernier, à s'opposer à la marchandisation de l'éducation. Les sit-in et les manifestations se sont intensifiés partout au pays, tout comme la répression policière.

Aux quatre coins du monde, la fin de l'année 2010 a été très agitée à mesure que les mouvements étudiants intensifiaient leur lutte.

- Début novembre, 40 000 étudiant-e-s irlandais ont manifesté dans les rues de Dublin contre la marchandisation de l'éducation supérieure, et ont fait face à la brutalité de la police irlandaise.
- Le 16 novembre, à Sofia en Bulgarie, ils et elles étaient 3 000 à prendre la rue pour revendiquer une université libre et gratuite pour toutes et tous.
- Le 15 novembre, un cortège d'étudiant-e-s a envahi et occupé l'université de Pise, en Italie. Dans le même pays, le 17 et le 24 novembre, des milliers d'étudiant-e-s italiens ont manifesté dans les rues des principales villes d'Italie et occupé plusieurs sites touristiques tels que la tour de Pise et le Colisée à Rome pour protester contre la réforme Gelmini, qui prévoit la fusion des petits établissements, l'entrée du patronat dans les C.A et la mise en

(suite en page 12)



(Suite: *L'économie du savoir, un enjeu international*)

place d'une université basée sur le mérite.

· Toujours le 17 novembre, mais cette fois à Regensburg en Allemagne, 10 000 personnes ont défilé pour protester contre les coupes budgétaires infligées aux universités publiques.

· Le 13 décembre, en Algérie, 12 000 étudiant-e-s de l'université de Béjaïa, ont manifesté depuis le campus d'Aboudaou jusqu'à celui de Targa-Ouzemour. Plusieurs autres manifestations, luttant contre la mise en place d'universités sélectives répondant aux besoins du capital, ont été très violemment réprimés par le pouvoir marocain.

Partout, la réponse des dirigeants à l'opinion exprimée des étudiant-e-s est la même : le mépris. Les gouvernements persistent dans leurs mesures antisociales en faisant fi du message clair envoyé par les populations mobilisées. Mais rien n'est encore perdu pour les défenseurs de l'accessibilité. C'est en intensifiant nos luttes et en étant solidaires que nous parviendrons à faire reculer cette tendance et à sauver l'éducation libre et accessible.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

MERCREDI LE 2 FÉVRIER
À 15 HEURES 30

COMITÉ DE MOBILISATION TOUS LES JEUDIS À 18 HEURES

Et non, le temps des fêtes n'a pas effacé les menaces qui planent sur l'éducation, le combat ne fait que commencer. Vous qui avez été-e-s nombreux et nombreuses à lutter contre la tarification des services publics, il faut redoubler d'ardeur.

Si la manifestation du 6 décembre à Québec t'a laissé sur ta faim et que tu te mords les doigts de pouvoir faire ta part, tu es le-la bienvenu-e!

Toute participation est appréciée et tes multiples talents peuvent être mis à contribution. Chaque jeudi à 18h00 se tient une rencontre du comité de mobilisation au local de l'association étudiante. Ces rencontres servent à planifier la session et les activités mobilisatrices qui auront lieu. Il y a également une liste de diffusion disponible à l'asso où tu peux y inscrire ton adresse courriel et ainsi rester à l'affût des actions prévues.

N'hésite pas à venir faire un tour à l'asso pour plus d'information.